

ÉVALUATION FINALE DU PFS

APPUI AU DÉVELOPEMENT DE CAPACITÉS ENDOGÈNES
DE PRÉVENTION DES CONFLITS, GESTION DES CRISES ET
POLITIQUES DE PAIX DANS LA ZONE SAHARO-
SAHÉLIENNE



C-lever.org
Collaborative leverage towards inclusive development

Julien Moriceau

EVALUATION PFS 2015-2020
VERSION FINALE
MAI 2019

Julien Moriceau (2019), *Évaluation finale du PFS « Appui au développement de capacités endogènes de prévention des conflits, gestion des crises et politiques de paix dans la zone saharo-sahélienne »*, Bruxelles : Académie de recherche et d'enseignement supérieur - ARES

Éditeur responsable :

Laurent DESPY

Académie de recherche et d'enseignement supérieur – ARES

Rue Royale 180

1000 Bruxelles

Belgique

www.ares-ac.be

ISBN 978-2-930819-45-7

Dépôt légal D/2020/13.532/15

© ARES, octobre, 2020

SOMMAIRE

| | | |
|------------|--|-----------|
| 01. | SYNTHÈSE | 6 |
| 02. | INTRODUCTION | 8 |
| 02.1 / | Description de la logique d'intervention | 8 |
| 02.2 / | Description du contexte | 9 |
| 02. 2.1 / | Situation économique, démographique et institutionnelle | 9 |
| 02. 2.2 / | Enjeux et risques sécuritaires actuels et à venir | 10 |
| 02. 2.3 / | La coopération internationale dans le domaine de la sécurité et de la prévention des conflits | 11 |
| 02.3 / | Objet et nature de la mission | 12 |
| 02.4 / | Méthodologie utilisée et limites de celle-ci | 13 |
| 03. | DÉROULEMENT ET GRANDES LIGNES DU PROGRAMME D'ÉVALUATION | 14 |
| 04. | DESCRIPTION SUCCINCTE DES ACTIVITÉS | 16 |
| 05. | ÉVALUATION PAR CRITÈRE | 18 |
| 05.1 / | Pertinence | 18 |
| 05. 1.1 / | La thématique du projet | 18 |
| 05. 1.2 / | Le lien d'interdépendance avec le développement | 18 |
| 05. 1.3 / | La volonté et l'implication des autorités politiques | 18 |
| 05. 1.4 / | La pertinence du choix des acteurs partenaires | 19 |
| 05.2 / | Efficience | 19 |
| 05.3 / | Efficacité | 21 |
| 05.4 / | Viabilité (pérennité, durabilité) | 23 |
| 05.5 / | Impact | 24 |
| 05.6 / | Appropriation | 25 |
| 05.7 / | L'appréciation de la bonne gouvernance et gestion du projet | 26 |
| 05.8 / | Appréciation de la prise en compte des thèmes transversaux (genre, environnement, droits humains) | 27 |
| 06. | BILAN : SUCCÈS/ÉCHEC | 29 |
| 07. | CONCLUSIONS | 30 |
| 08. | RECOMMANDATIONS | 31 |
| 08.1 / | Recommandations générales | 31 |
| 08.2 / | Recommandations relatives à l'articulation entre le projet évalué et une éventuelle nouvelle proposition | 33 |
| 09. | RÉFÉRENCES ET BIBLIOGRAPHIE | 35 |
| 10. | ANNEXES | 37 |
| 10.1 / | Annexe 1 : Agenda de L'ÉVALUATION | 37 |
| 10.2 / | Annexe 2 : Nombre d'étudiants du Master par corps et genre | 38 |

AVERTISSEMENT

L'évaluation dont le présent document constitue le rapport de synthèse a été réalisée par Julien Moriceau à la demande de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES).

Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs dont ils représentent les points de vue. Elles ne reflètent pas nécessairement celles de l'ARES et n'en représentent pas une position officielle.

SIGLES ET ACRONYMES

| | |
|-----------|---|
| ARES | Académie de recherche et d'enseignement supérieur |
| AUF | Agence Universitaire de la Francophonie |
| CNESS | Le Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité |
| DGD | Direction générale de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire |
| FSEJ | Faculté des Sciences Economiques et Juridiques (UAM) |
| FSJP | Faculté des Sciences Juridiques et Politiques (UAM) |
| GDI | Gender Development Index |
| HACP | Haute Autorité de Consolidation de la Paix |
| ISS | Institute for Security Studies |
| LASDEL | Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local |
| LIC | Pays à faible revenu (Low Income Country) |
| LSHS | Ecole doctorale Lettre, Sciences de l'Homme et de la Société |
| OCDE-CAD | Organisation de Coopération et de développement Economique – Comité d'Aide au Développement |
| PDES | Plan de Développement Economique et Social |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| SDDCI | Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive « Niger 2035» |
| SDS Sahel | Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans la zone saharo-sahélienne du Niger |
| UAM | L'Université Abdou Moumouni de Niamey |
| UCLouvain | Université catholique de Louvain |

01. SYNTHÈSE

Le PFS *Appui au développement de capacités endogènes de prévention des conflits, gestion des crises et politiques de paix dans la zone saharo-sahélienne* est mis en œuvre à l'Université Abdou Moumouni (UAM) depuis 2015. Il comporte trois résultats : (i) la mise en place au sein de l'UAM d'un master pluridisciplinaire en relations internationales, études de sécurité, gestion des conflits et politiques de paix destiné à des étudiants et des professionnels ; (ii) le soutien à la création d'une section sciences politiques au sein de l'école doctorale Lettre, Sciences de l'Homme et de la Société ; (iii) le développement d'une dynamique de recherche sur les enjeux de sécurité en s'appuyant sur la recherche doctorale finalisée à l'UAM, en synergie avec les travaux réalisés par les autres institutions d'études de la région, spécialisées dans ce domaine. Le projet met en œuvre une approche pluridisciplinaire de sciences sociales (géopolitique, relations internationales, socio anthropologie des conflits, etc...), mettant l'accent sur les liens entre sécurité et développement. Le projet soutient le rapprochement entre institutions universitaires et politiques sur cette thématique, notamment à travers la collaboration avec le Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité (CNESS), fondé en 2015 et rattaché à la Présidence du Niger.

La présente évaluation a été réalisée entre mars et mai 2019, incluant 5 jours de visite de terrain à Niamey. La plupart des parties prenantes ont été interviewées (coordinateurs de l'UAM et de l'Université catholique de Louvain (UCLouvain), enseignants de l'UAM et externes, équipe de gestion, échantillon d'étudiants et de doctorants, autorités publiques) et l'évaluateur a eu accès à une large documentation interne et externe (voir 9. Références et bibliographie). Le but de l'évaluation est d'informer les parties prenantes et ARES sur le déroulement du projet, de proposer une analyse en fonction des critères d'évaluation de l'Organisation de Coopération et de développement Economique – Comité d'Aide au Développement (OCDE-CAD), et d'informer le processus de demande de projet en lien.

Selon l'évaluation, le projet est un succès indéniable. La thématique du PFS présente un lien direct et fort avec les priorités politiques, sociales et académiques du pays de mise en œuvre, qui est rare pour un projet de coopération académique. Dans sa conception, il présente des modalités de collaboration avec des partenaires politiques (CNESS) et académiques (Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL)) tout à fait originaux et pertinents. Dans sa réalisation, après un démarrage un peu lent, le projet a vu la mise œuvre de la grande majorité des activités prévues et l'atteinte des principaux résultats. Les acquis du projet sont cependant fragiles et nécessitent d'être soutenus et consolidés afin de favoriser un impact positif à long terme sur la qualité de l'enseignement et de la recherche. La situation socio-économique du Niger n'est pas optimale, et les perspectives de réforme ou d'amélioration des institutions universitaires sont limitées et subissent d'importantes contraintes.

De manière plus spécifique l'évaluation considère que **la pertinence** du projet est très bonne. L'identification du projet a fait intervenir les différents acteurs clés (académiques et politiques) du secteur d'intervention. La thématique comme l'approche du projet répond aux priorités politiques du Niger. **L'efficience** du projet est plutôt satisfaisante. La majorité des activités ont été mises en place avec un ratio coûts/activités tout à fait convenable. Certaines activités liées au résultat 3 n'ont cependant pas pu être organisées. Quant aux modalités d'organisation de certaines activités, elles pourraient être améliorées. **L'efficacité** et la grande qualité du projet est attestée par l'ensemble des participants. Les principaux résultats seront par ailleurs certainement atteints avec la fin du projet, hormis le résultat 3 dont le caractère est plutôt secondaire par rapport aux deux premiers.

L'impact potentiel du projet apparait très positif. La bonne articulation entre acteurs académiques et professionnels permettra certainement de poursuivre les acquis du projet et de faire en sorte que les compétences et connaissances acquises soient mises en œuvre. Celles-ci contribueront dès lors positivement au développement du pays, de manière inclusive et respectueuse des particularités des personnes et populations marginalisées. **L'appropriation** du projet par les parties prenantes nigériennes est très bonne. Le projet a d'ailleurs été pris en charge et mis en œuvre principalement par les partenaires nigériens du projet. Ceux-ci ont poursuivi les objectifs qui leur semblaient les plus importants, tout en veillant à inscrire le projet dans l'environnement politique et académique national. **La gouvernance et gestion du projet** est considérée comme bonne. La communication entre les différentes parties prenantes est fluide et repose sur la confiance mutuelle. La gestion quotidienne des activités est transparente. Les deux coordinateurs, ainsi que le directeur adjoint du CNESS, ont une vision largement commune du projet et de ses objectifs, ce qui permet une exécution conforme aux objectifs du projet. Les outils de rapportage pourraient être améliorés et l'implication d'autres acteurs académiques que les coordinateurs être institutionnalisées.

02. INTRODUCTION

02.1 / DESCRIPTION DE LA LOGIQUE D'INTERVENTION

L'Objectif du *PFS Appui au développement de capacités endogènes de prévention des conflits, gestion des crises et politiques de paix dans la zone saharo-sahélienne* est de contribuer à améliorer les capacités endogènes du monde académique et de la fonction publique nigérienne et régionale en analyse des enjeux de sécurité et de gestion des crises et conflits dans la zone saharo-sahélienne, afin de réduire la dépendance régionale aux analyses, expertises et interventions en provenance de l'extérieur et de renforcer la construction endogène de meilleures conditions de développement. Le projet vise ainsi à répondre à une demande sociale, publique et politique d'une région confrontée à l'instabilité, à la prolifération de la violence armée, aux tensions autonomistes, interethniques et interreligieuses, aux trafics de toutes sortes ainsi qu'au terrorisme. Ces facteurs d'instabilité résultent de l'interaction complexe entre des facteurs endogènes et des dynamiques externes, en particulier le narcotrafic et le blanchiment de l'argent.¹

Résultats attendus

Le PFS comporte trois résultats : le premier consiste en la mise en place au sein de l'UAM d'un master pluridisciplinaire en relations internationales, études de sécurité, gestion des conflits et politiques de paix destiné à des étudiants en formation initiale (appelés « étudiants directs » au Niger) et des professionnels. Les enseignements de ce master sont assurés par des intervenants nigériens, régionaux et internationaux.

Le deuxième résultat prévoit le soutien à la création d'une section sciences politiques au sein de l'école doctorale Lettre, Sciences de l'Homme et de la Société (LSHS) de l'UAM, notamment à travers le financement et l'encadrement de doctorants.

Le troisième résultat propose de développer une dynamique de recherche sur les enjeux de sécurité en s'appuyant sur la recherche doctorale finalisée à l'UAM, en synergie avec les travaux réalisés par les autres institutions d'études de la région, spécialisées dans ce domaine.

Approches

Deux éléments de l'approche du projet nous semblent importants à signaler. Le premier concerne le **lien entre les acteurs académiques et politiques**. L'enjeu du projet se situe au cœur des priorités politiques actuelles du Niger. Afin de développer les liens et les ponts entre les acteurs académiques et politiques, le projet a pu s'appuyer sur – et contribuer à – des initiatives novatrices sensées les favoriser. Ainsi, le projet collabore également étroitement avec le CNESS, institution créée en 2015 et opérationnelle depuis 2017, qui est un instrument d'analyse et de prospective du pouvoir politique nigérien sur les questions de sécurité, de

¹ Liégeois M. & Tidjani alou M. (2015), *Formulaire de proposition de projet, Projet de Formation sud (PFS) : appui au développement de capacités endogènes de prévention des conflits, gestion des crises et politiques de paix dans la zone saharo-sahélienne Niger*, Bruxelles : Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur – ARES.

paix et de développement². A de nombreux égards, le projet intègre tant la vision que les priorités du CNESS³, et à travers lui des institutions publiques au sein du projet.

Deuxièmement, le PFS s'inscrit dans un **champ scientifique large et multidisciplinaire** qui s'articule autour du lien entre sécurité et développement dans un cadre régional. Le lien entre sécurité et développement a été particulièrement mis en lumière dans le cas des conflits récents dans la zone sahélienne : « *la crise sécuritaire sahélienne [...] renvoie plus fondamentalement la difficulté structurelle à asseoir la présence et l'autorité de l'Etat avec des moyens très faibles, sur des territoires immenses et peu peuplés* »⁴.

L'approche du projet s'aligne sur l'objectif des instruments PFS/PRD, à savoir le renforcement des ressources et des compétences des partenaires universitaires du Sud afin qu'ils puissent apporter des solutions à des problèmes identifiés au sein de la société locale à travers leurs missions de recherche, de formation et de service à la société. Plus spécifiquement, le projet répond au résultat 3 selon lequel « *les compétences et les capacités de formation des partenaires universitaires du Sud sont renforcées et orientées en fonction des besoins sociétaux locaux, nationaux ou régionaux* »⁵.

02.2 / DESCRIPTION DU CONTEXTE

02.2.1 / SITUATION ÉCONOMIQUE, DÉMOGRAPHIQUE ET INSTITUTIONNELLE

Indépendant depuis 1960, le Niger, dont la religion principale est l'islam (98% de la population), est un pays démocratique mais dont les institutions restent fragiles⁶. De nombreuses réformes ont été initiées à la suite de l'élection en 2011 de Mahamadou Issoufou. Il est considéré comme un pays à faible revenu (LIC) par la Banque Mondiale, et son PIB par habitant était de 986 USD en 2016⁷. Le taux de croissance démographique annuel est très élevé (près de 4 %). S'il se maintient, la population devrait tripler d'ici 2050. Cette croissance est un défi majeur pour le développement économique et social du pays. Comme dans les autres États fragiles, les infrastructures publiques doivent être rénovées et développées, et les institutions publiques – dont les universités – sont fragiles, souvent sous-équipées et manquent de personnels. Les limites quant aux perspectives de carrière dans les institutions publiques et privées permettent assez peu d'endiguer la fuite vers l'étranger de ressources humaines compétentes.

²« Créé en 2015 par décret, le CNESS est rattaché au cabinet civil du Président de la République. La mission du Centre est de mener, en relation avec les services et institutions concernés, des analyses et des études prospectives permanentes sur les enjeux stratégiques et sécuritaires de la vie nationale et internationale. Dans ce sens, il offre un cadre original qui rassemble des expériences civiles, militaires et scientifiques. [...] Il s'agit entre autres d'effectuer des études prospectives et de procéder à une évaluation globale des questions de sécurité et stratégiques. Comme tout centre de réflexion et d'analyse de ce type, les moyens d'action du CNESS tournent autour des publications, des formations et de l'organisation de grands événements (conférences, forum, colloque etc.). » CNESS (?), *Le Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS) : un outil important dans la mise en œuvre de l'architecture de paix et de sécurité du Niger*, Niamey.

³Avant 2017, le lien se faisait surtout avec le Ministère des Affaires Étrangères.

⁴Bossard, 2012, p.4. Cité par Liégeois M. & Tidjani alou M. (2015), *ibid*.

⁵ARES (2015), *PROGRAMME DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT, DE FORMATION SUD ET D'INITIATIVE INNOVANTE*, version finale février 2015, Bruxelles : Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur – ARES.

⁶OECD (2019), *States of Fragility 2018. Highlights*, Paris, OECD Edition.

⁷ Selon le classement établi par la Banque Mondiale en 2016. Le Niger se classait alors 191^{ème} sur 195 pays répertoriés.

02. 2.2 / ENJEUX ET RISQUES SÉCURITAIRES ACTUELS ET À VENIR

Les relations internationales, la paix, les enjeux et risques sécuritaires sont les domaines d'intervention scientifique du PFS : ils sont décrits avec précision dans les formulaires de projet 2015 et avant-projet 2019. La partie qui suit n'est qu'un bref rappel partiel permettant au lecteur de mieux appréhender la pertinence – et les défis – du PFS.

Présences des mouvements extrémistes

Le Niger est au centre d'une zone régionale qui connaît de grandes instabilités. Les mouvements extrémistes violents ont fait leur apparition depuis quelques années dans plusieurs pays de la sous-région, notamment au Mali et au Nigeria. Au nord Mali, il s'agit essentiellement d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), de l'État Islamique dans le Grand Maghreb (EIGM) et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Au Nord Nigeria, il s'agit de Boko Haram avec ses deux principales factions, dont l'une est liée au groupe État Islamique. Ces mouvements extrémistes, qui rejettent la souveraineté des États du Sahel et de leurs alliés internationaux, opèrent dans des vastes zones qui longent d'immenses frontières très difficiles à contrôler et dont les populations sont traditionnellement éloignées, et quelquefois hostiles, au pouvoir central et aux forces armées étatiques.

La situation au Niger semble pour l'instant plus calme qu'au Mali ou en Lybie grâce aux efforts importants des Forces Armées du Niger (FAN) pour contrôler la situation. Cependant, la situation reste très précaire au Niger et la dégradation de la sécurité dans les pays voisins constituent un risque très important. La consolidation de la situation sécuritaire est une priorité absolue du gouvernement nigérien, qui y consacre 19% du budget de l'État.

Dimension régionale des conflits

Face aux mouvements transfrontaliers, une réaction efficace ne peut qu'être coordonnée au niveau régional. Ainsi, un certain nombre d'initiatives politiques et militaires ont vu le jour ces dernières années. Selon le Ministre directeur de Cabinet du Président de la République, « *les États du Sahel évoluent dans un complexe de sécurité, c'est à dire une situation dans laquelle un groupe d'États partage les mêmes préoccupations sécuritaires, de tel point que leurs problèmes de sécurité nationale ne peuvent raisonnablement être analysés ou résolus séparément. Cette situation justifie toutes les actions communes que nos États entreprennent dans le cadre du G5 Sahel, de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et l'Autorité de développement intégrée de la région du Liptako Gourma (ALG).* »⁸

Lien sécurité et développement

Dans le conflit asymétrique qui oppose les États du Sahel aux différents mouvements extrémistes opérant dans la zone saharo-sahélienne, les facteurs sociaux et économiques jouent un rôle clé. La situation économique défavorable et le manque de perspectives sont des leviers pour le recrutement au sein de ces mouvements. Ils agissent au niveau local, en s'infiltrant et s'appuyant sur les populations longtemps mises à l'écart. Les autorités nationales ont pleinement conscience que la réponse à apporter ne peut être que militaire, et doit être combinée avec des mesures favorisant une inclusion économique et sociale des populations vivant dans les zones d'actions des groupes extrémistes. Ainsi, les stratégies de politiques nationales développées récemment, comme la Stratégie Nationale de Développement Durable et de

⁸ Cité dans CNESS (?), *Le Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS) : un outil important dans la mise en œuvre de l'architecture de paix et de sécurité du Niger*, Niamey.

Croissance Inclusive (SDDCI) « Niger 2035 » et le Plan de Développement Economique et Social (PDES), affirment la volonté d'éradiquer la pauvreté et les inégalités, mais aussi de garantir la sécurité et l'intégrité territoriale. Ce lien entre sécurité et développement est reconnu par l'ensemble des acteurs rencontrés lors de l'évaluation, acteurs académiques mais aussi et surtout acteurs de la sécurité et du développement (voir 5.1. Pertinence). Certains ont souligné que ce lien prévu dans les discours et les politiques publiques restait encore largement à mettre en œuvre sur le terrain, et que les acteurs de la sécurité devaient développer leurs compétences et des outils de travail dans ce domaine à l'avenir.

02. 2.3 / LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PRÉVENTION DES CONFLITS

La coopération internationale dans ce domaine est très active. Ce sont principalement l'Union Européenne et l'Etat français qui entreprennent des actions de coopération directes dans le domaine de la prévention et gestion des conflits au Niger.

Niamey accueille le centre de renseignement français de l'opération Barkhane. Le Niger est l'un des trois pays concernés par la « Stratégie de Sécurité et de Développement pour le Sahel » adoptée par l'Union Européenne en 2011. Une mission civile d'appui aux forces de sécurité intérieure du Niger a été mise en place dans le cadre de cette stratégie, et le partage des renseignements a été favorisé entre les pays du Sahel⁹.

De nombreuses ONG internationales et nationales, comme Search For Common Ground (SFCG) ou ICAHD international interviennent au Niger, principalement à travers des programmes de prévention des conflits, des sensibilisations et des services directs fournis à la population.

La coopération belge, pourtant très active au Niger¹⁰, n'intervient pas spécifiquement dans ce domaine. Ces domaines prioritaires sont la santé et le développement rural (élevage, sécurité alimentaire et genre).

Quelques informations sur le secteur universitaire nigérien

Le Niger compte 8 Universités d'Etat (une dans chaque région), dont la plus importante est l'Université Abdou Moumouni de Niamey. Il compte également nombreuses universités privés, dont des universités islamiques, qui assurent des formations mais n'ont pas d'activités de recherche.

Le Niger compte environ 17.000 étudiants, ce qui est un chiffre relativement modeste comparativement aux autres pays de la région. Les universités doivent faire face aux mêmes défis auxquels font face l'ensemble des institutions publiques du Niger. Les infrastructures pourraient être améliorées : les laboratoires sont peu équipés, l'accès à l'électricité n'est pas continu et les traitements des enseignants chercheurs sont plus attractifs dans les pays voisins. Le personnel académique est fort réduit, ce qui amène les enseignants à se consacrer avant tout à l'enseignement et à l'organisation des enseignements, au détriment de la recherche. Le fonctionnement de l'Université est centralisé. Les facultés ne disposent pas d'autonomie de fonctionnement ni de gestion. Le recrutement du personnel et la gestion des frais d'inscription et des investissements se font au niveau du Rectorat de l'Université.

⁹ Liégeois M. & Tidjani Alou M. (2015), Formulaire de proposition de projet, Projet de Formation sud (PFS) : appui au développement de capacités endogènes de prévention des conflits, gestion des crises et politiques de paix dans la zone saharo-sahélienne Niger, Bruxelles : Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur – ARES.

¹⁰ La Belgique est le troisième pays européen donateur au Niger, après la France et l'Allemagne.

Les grèves des étudiants et/ou des professeurs sont nombreuses, souvent de longue durée et perturbent ainsi substantiellement la bonne marche des activités académiques. Lors de la mission d'évaluation à Niamey (fin avril début mai 2019), l'Université subissait une grève des enseignants depuis trois mois (février 2019). Il semble que la grande majorité des activités d'enseignement, tels que les examens et les remises de diplôme, étaient gelées pendant cette période de grève, et que l'Université était donc de facto bloquée depuis février. Cependant, les enseignements de professeurs vacataires ou visiteurs, notamment ceux du master paix et sécurité semblent se tenir malgré tout. Selon des acteurs rencontrés, le risque de perturbation voir « d'années blanches » à l'Université, ainsi que les moyens limités font baisser l'attractivité de l'UAM au niveau régional, et il est fréquent que les étudiants cherchent à intégrer des Universités au Burkina, au Bénin ou au Nigeria par exemple.

La faculté de droit et sciences politiques de l'UAM (FSJP), au sein de laquelle le Master est logé est jeune (créée effectivement en 2017, était auparavant rattachée à la faculté d'économie et de gestion). Elle compte un professeur agrégé et une quinzaine d'enseignants permanents. Elle ne dispose pas encore d'école doctorale : les doctorants soutenus dans le cadre du PFS seront donc les premiers docteurs en droit et sciences politiques diplômés de l'UAM. Pour une faculté récente, la FSJP affiche un réel dynamisme et ce, malgré les défis liés au contexte économique et institutionnel. Ainsi, elle abrite une bibliothèque fonctionnelle avec des arrivages récents, elle met en place plusieurs masters, dispose d'une équipe pédagogique et administrative engagée, a la volonté d'ouvrir un bachelier en sciences politiques et enfin, elle organise bien sûr le master paix et sécurité, dont le bon fonctionnement est reconnu au sein et en dehors de l'UAM.

La faculté dispose également de partenariats et collaborations qui constituent de véritables richesses et atouts, comme avec le CNESS, également partenaire du PFS, et le LASDEL, centre de recherche de référence en Afrique et dans le monde en socio-anthropologie du développement.

02.3 / OBJET ET NATURE DE LA MISSION

L'objectif de cette évaluation est de fournir une analyse et une appréciation externe et documentée sur la conception et la mise en œuvre du projet. Cette appréciation est destinée aux différents acteurs du projet, à leurs institutions respectives, à ARES ainsi qu'à la DGD.

L'évaluation a pour but de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des pratiques du projet, mais également des autres projets PFS/PRD et autres interventions de coopération au développement dans le milieu universitaire. A cet effet, des recommandations sont proposées en point 8, spécifiées par institution auxquelles elles s'adressent.

Parmi les conditions spécifiques établies par l'ARES pour les propositions de projet en lien avec une intervention précédente, figure l'obligation d'une évaluation de la première intervention. Le présent projet entre dans ce cas de figure à l'occasion de l'appel à PRD-PFS 2020. Les conclusions de l'évaluation ne lient en aucun cas ARES quant à l'acceptation d'un projet en lien, mais les résultats de l'évaluation informeront, autant que possible, les personnes en charge du processus d'évaluation des projets en lien.

02.4 / MÉTHODOLOGIE UTILISÉE ET LIMITES DE CELLE-CI

La méthodologie utilisée pour l'évaluation est largement qualitative et participative : les données ont été récoltées auprès des acteurs de mise en œuvre du projet directement et concernent leurs activités, leur implication dans le projet, leur point de vue et également leur vision de l'environnement, des perspectives ainsi que leurs suggestions pour l'amélioration du projet.

La récolte de données a été réalisée à travers les activités suivantes :

- Revue documentaire (bibliographie à la fin du présent rapport)

Documents interne au projet : le dossier d'introduction du projet évalué, les rapports annuels de ce projet, le dossier de pré-projet remis dans le cadre de l'appel PRD-PFS 2020, les PV d'admission au Master, listes des mémoires soutenus, listes des étudiants, etc.

Documentation externe : document d'orientation stratégique des PFS PRD, articles sur les risques sécuritaires au Sahel, documents d'orientation politiques et sécuritaires nationales, rapports de recherche du CNESS, présentations des doctorants, etc.

- Entretiens **semi-directifs et discussions collectives avec les acteurs de mise en œuvre du projet** : coordonnateurs, personnels académique et administratif impliqués, CNESS, étudiants, anciens étudiants et doctorants, intervenants extérieurs.
- Entretiens **semi-directifs avec des parties prenantes du projet et du secteur** : Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP), SDS Sahel, experts du développement au Niger.

La liste des personnes rencontrées et de ces différentes phases de l'évaluation figure au point 3.

L'analyse de données s'est faite conformément aux termes de références de l'évaluation. L'analyse des critères d'évaluation a été effectuée conformément aux guidelines de l'OCDE-CAD¹¹ et aux questions d'évaluation posées dans les termes de références.

L'évaluation s'est efforcée d'évaluer l'état d'avancement du projet au regard du projet initial (efficience, efficacité) mais aussi et surtout de l'insertion du projet –tant sa conception que sa réalisation- dans son environnement (pertinence, efficacité, impact, durabilité).

Etant donné les moyens limités de l'évaluation (13h/j), et le moment de l'évaluation (au cours de la quatrième année de mise en œuvre du projet), les critères d'impact et de durabilité sont analysés de manière indicative : leur évaluation plus profonde nécessiterait la mise en place d'un dispositif d'évaluation plus important (évaluation initiale et finale réalisée avec la même méthode d'évaluation, investigation plus large des parties prenantes du secteur d'intervention) et un timing plus approprié (plusieurs mois / années après la clôture du projet).

¹¹Development Assistance Committee (DAC). (1991). *Principles for evaluation of development assistance*. Paris.

Development Assistance Committee (DAC). (2000). *DAC Criteria ofr evaluating development assistance*. Paris.

Development Assistance Committee (DAC). (2010). *Glossary of Key Terms in Evaluation and Results Based Management*. Paris.

03. DÉROULEMENT ET GRANDES LIGNES DU PROGRAMME D'ÉVALUATION

| JOUR | HEURE | ACTIVITÉ | PARTICIPANTS |
|---|-------------|---|--|
| Belgique | | | |
| 22 mars | 10h-11h30 | COFIL 1 | Michel Liégeois Selma Mitri Pierre Martinot |
| 25 mars | 16h-17h | Entretien avec le promoteur nord | Michel Liégeois |
| Mission à Niamey (28 avril – 04 mai) | | | |
| 29 avril | 15h | Arrivée à Niamey | |
| 29 avril | 16h-16h30 | Entretien préliminaire au CNESS | Azizou Garba |
| 29 avril | 18h-20h30 | Entretien promoteurs sud | Prof. Mahamane Tidjani Alou Dr Mahamane Yahaya |
| 30 avril | 10h-11h | Visite de la faculté FSJP | Seydou Hassane, Secrétaire Principal de la FSJP |
| 30 avril | 11h-13h30 | Discussion collective avec l'équipe de projet FSJP | Prof. Mahamane Tidjani Alou Dr Mahamane Yahaya Issa, Comptable du CRESA (Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture) |
| 01 mai | 10h-13h | Entretien avec les doctorants financés par le PFS | Abdoulaye Ibrahim Ide Abdoulrachid |
| 01 mai | 15h-16h30 | Entretien avec le délégué du Master 2 (2 ^{ème} promotion) | |
| 01 mai | 17h – 19h | Discussion collective avec des étudiants du Master 1 (3 ^{ème} promotion) | Moustapha Peïla Ousmane Bako; Salaou Tankare Mohamane Sami ; Nany Soly Aboubakar Sidikou ; Salah Algabio Mahaman ; Sadou Kadidia Galma ; Laouali Abdoul Aziz ; Rachidou Garba ; Adamou Mamane Abdoul-Aziz ; Maman Aouta Imrana ; Ide Seydou ; Issoufu Harouna Ismael ; Lhehanian Sani B ; Soubega Emile A. |
| 02 mai | 10h30-11h30 | Entretien avec la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix | Lt Colonel Abdourhamane Ibrahim, Directeur Assoumane Abdourahmane, Conseiller Technique |

| JOUR | HEURE | ACTIVITÉ | PARTICIPANTS |
|------------------------|-----------|--|--|
| 02 mai | 12h-13h | Entretien avec un ancien étudiant professionnel (1 ^{ère} promotion) | Commissaire Abdoulaye MAMAN |
| 03 mai | 8h30 – 9h | Entretien avec SDS Sahel | Laoualy Ada Secrétaire exécutif Conseiller Principal du Premier Ministre |
| 03 mai | 12h | Départ de Niamey | |
| <i>Domicile</i> | | | |
| 06 mai | 20h-21h | Débriefing | Prof. Mahamane Tidjani Alou |
| 07 mai | 10h | Entretien avec un intervenant du master | Milena Berks |
| 07 mai | 17h | Entretien avec un intervenant du master | Prof. Tanguy de Wilde |
| 07 mai | 20h | Entretien avec un expert de la gouvernance et du développement au Niger | Franck Signoret, Coordinateur au COTA |

04. DESCRIPTION SUCCINCTE DES ACTIVITÉS

Le projet a démarré en 2015. Les premières activités ont consisté à mettre sur pied le master au niveau organisationnel et académique (choix du programme, modalités d'enseignement et d'évaluation, etc.) (Résultat 1) et le recrutement des deux premiers doctorants (résultat 2).

Le projet a connu un important retard dans sa première année de mise en œuvre par rapport au programme prévu dans le document de projet. La nécessité de trouver des modalités de gestion du master au sein de l'Université et de communication entre les différentes parties prenantes nigériennes et belges ainsi que le temps important consacré aux discussions et à la préparation de la mise en œuvre du projet expliquent en partie ce retard¹².

La situation à Niamey a vraisemblablement également compliqué le démarrage du projet : élections organisées en 2016, faiblesses des infrastructures de communication numérique, moyens humains limités de l'UAM, etc.

Les réunions de validation du programme de Master et le processus de sélection des étudiants ont eu lieu en 2016, ainsi que le démarrage des cours de la première promotion du master Paix et Sécurité. Les activités du master ont ensuite avancé comme prévu. Les étudiants de la première promotion ont tous terminé leur soutenance de stage/mémoire fin 2018. Au moment de l'évaluation en avril 2019, la majorité des enseignements de la deuxième et de la troisième promotion (respectivement en M2 et M1) avaient déjà eu lieu, dont la totalité des enseignements assurés par les intervenants internationaux. Cette mise en œuvre est tout à fait satisfaisante et unique pour un master à l'UAM. En effet, l'organisation des activités académiques à l'UAM souffre régulièrement de difficultés auxquelles s'ajoutent les retards importants liés aux grèves des étudiants et/ ou des enseignants. Les grèves, qui ont pour revendications l'amélioration des conditions et moyens de travail ainsi que le maintien de l'indépendance de l'Université, sont réguliers dans les universités publiques. Lors de ces grèves, l'ensemble des activités académiques (cours, recherches, remises de diplôme) sont perturbées voire impossible, même quand elles concernent des enseignants et étudiants qui ne font pas grève. Du fait de ces retards, d'après les acteurs académiques et étudiants rencontrés, les masters de l'Université durent en général au minimum 4 ans (voir 5.2. Efficience).

Il est à noter que pendant la mise en œuvre du projet (2017), la Faculté de l'UAM accueillant le projet, la Faculté des Sciences Economiques et Juridiques (FSEJ) a été scindée en deux, à savoir : la Faculté des Sciences Economiques d'une part et la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques (FSJP) d'autre part. Le projet a alors été logé au sein de cette dernière, ce qui ne semble pas avoir entravé la bonne marche du projet. Au contraire, l'importance que la FSJP entend donner aux sciences politiques¹³ constitue à moyen et long terme un atout pour la pérennité des acquis du projet.

Le résultat 2 prévoit l'existence d'une section « sciences politiques » au sein de l'école doctorale Lettres, Sciences de l'Homme et de la Société (LSHS) de l'UAM et accomplit de manière régulière des doctorats dans les domaines des enjeux de sécurité et en gestion des crises et conflits internationaux. Ce résultat s'est mis

¹² En tenant compte toujours du fait que les autorités politiques nigériennes (le Ministère des Affaires Etrangères au début du projet, puis le CNESS à partir de 2017) sont systématiquement impliquées dans la réflexion et les décisions stratégiques relatives au projet, et que leur implication demande évidemment du temps. Deux missions de responsables du Ministère des Affaires Etrangères de préparation ont par exemple eu lieu à Louvain La Neuve entre 2015 et 2016.

¹³ Il a notamment été évoqué pendant l'évaluation la perspective de créer un Bachelier en sciences politiques dans les années à venir.

en œuvre essentiellement à travers le recrutement et l'encadrement de quatre doctorats financés par le projet et encadrés conjointement par les professeurs de l'UAM et de Belgique.

Les deux premiers doctorats ont démarré courant 2015. Il est toujours difficile d'évaluer l'état d'avancement de doctorats avant leur terme, mais on peut dire que de nombreuses activités ont été réalisées et il semble tout à fait envisageable qu'ils aboutissent d'ici la fin 2019 : un séjour de recherche de quelques mois a été organisé à Louvain-la-Neuve en 2017-2018, l'encadrement semble régulier et les doctorants ont tous deux réalisés le travail de cadrage théorique et la majeure partie de la récolte de données. L'évaluateur n'a pas eu de contact avec ces deux doctorants (dont une doctorante), qui étaient en séjour de recherche à Louvain-la-Neuve pendant l'évaluation, mais il semble que le rythme d'avancement est comparable aux 2 premiers doctorats. On peut noter que ces doctorats seront les premiers en sciences juridiques et politiques organisés et diplômés à l'UAM.

Les activités concernant le troisième résultat ont surtout concerné la collaboration entre l'UAM et les institutions en charge de la sécurité au Niger : le CNESS, mais aussi SDS Sahel ou la HACP. Le projet a en effet contribué à la dynamique de recherche dans le domaine de la sécurité à travers le soutien à la création en 2017 puis à l'orientation du CNESS, ce qui a permis de fournir des stagiaires et enquêteurs aux institutions en charge des analyses de la sécurité, et la participation d'experts académiques impliqués dans le projet à des conférences. Une convention de collaboration entre l'UAM et le CNESS signée en 2018 pourra être utile à l'institutionnalisation de leur collaboration. La dimension régionale que comporte le résultat 3 a été mis en œuvre que très partiellement. Les liens avec les instituts de recherche de la région semblent encore largement à développer. Cependant, le projet comporte une dimension régionale importante, développée et soutenue par les coordinateurs. Ainsi, de nombreux enseignants du Master viennent des pays de la région (Mali, Côte d'Ivoire, Benin, etc....). Des anciens étudiants travaillent également dans des institutions régionales¹⁴.

¹⁴ Deux étudiants de la première promotion ont été recrutés par l'Institute for Security Studies (ISS) à Dakar.

05. ÉVALUATION PAR CRITÈRE

05.1 / PERTINENCE

La pertinence du projet est très élevée, et ce, à plusieurs titres.

05.1.1 / LA THÉMATIQUE DU PROJET

Comme décrit dans le contexte, la sécurité est un enjeu d'une priorité absolue pour les autorités politiques nigériennes. La thématique en tant que telle est donc très pertinente.

05.1.2 / LE LIEN D'INTERDÉPENDANCE AVEC LE DÉVELOPPEMENT

Le Secrétaire Exécutif de SDS Sahel a exprimé au cours de l'évaluation qu'« *Au Niger, tout relève de la sécurité. Toute l'action publique a un lien direct avec les enjeux sécuritaires* ». Selon le responsable de la HACP « *la sécurité ici est un enjeu en tant que tel mais aussi du point de vue du développement : aucun développement n'est possible s'il n'y a pas de sécurité. Plus encore, le retard du développement est une des causes de la dégradation de la sécurité. On ne pourra améliorer la sécurité et le développement que si on travaille sur les deux aspects en même temps. On a besoin du soutien de la population pour combattre les extrémistes. Il faut qu'on regagne la confiance de la population pour gagner cette guerre asymétrique* ».

Sans rentrer dans les détails, l'ensemble des acteurs politiques et académiques, ainsi que les étudiants, sont convaincus des liens forts entre sécurité et développement et que l'amélioration de la situation passe par une approche combinée des deux défis. Cette conception induit une vision « large » ou « holistique » allant au-delà d'une approche purement militaire ou répressive. Elle nécessite de s'intéresser aux causes économiques, sociales et culturelles des conflits, et donc de développer des cadres d'analyses pluridisciplinaires incluant des cadres théoriques relevant de la géopolitique, de l'anthropologie, etc.

Cette approche est, selon les acteurs rencontrés, relativement nouvelle au Niger, et les acteurs de la sécurité déjà en poste (Etat major militaire, officiers de police, hauts fonctionnaires, responsables politiques) n'en sont pas encore familiers. La volonté et le discours politique ont intégré ce lien et énoncent la nécessité de coordonner politique sécuritaire et de développement. Mais selon un expert en développement au Niger, les « *modes de faire au sein des institutions pour effectivement mettre en place cette approche restent encore à développer, et les compétences sont pour l'instant limitées* ». La création d'un dispositif de formation académique pluridisciplinaire en études de la paix et de la sécurité est donc hautement pertinente car elle contribue à renforcer les compétences et à adapter l'action des acteurs de la sécurité vers une approche considérée comme plus adaptée.

05.1.3 / LA VOLONTÉ ET L'IMPLICATION DES AUTORITÉS POLITIQUES

Le projet est le fruit d'une volonté tripartite : celle du coordinateur de l'UAM, celle du coordinateur nord mais aussi celle du gouvernement nigérien, ce qui a son importance pour la mise en œuvre et la pérennité du projet. Le besoin a été tout d'abord exprimé par le gouvernement nigérien (Présidence et Ministère des Affaires Etrangères) d'améliorer les analyses portant sur la sécurité produite au niveau national et de voir se développer les capacités des acteurs nationaux dans ce domaine – voir 2.2 Description du contexte). Il est

exprimé suite au constat rapporté par plusieurs acteurs rencontrés, que les capacités d'analyses des acteurs de la sécurité du Niger doivent être renforcées afin d'améliorer (i) l'autonomie des institutions de la sécurité du Niger dans la production d'études et d'analyses notamment prospectives sur la sécurité, (ii) la qualité des analyses produites afin d'améliorer la réponse des autorités nigériennes quant aux risques sécuritaires. La volonté et l'implication des autorités publiques se sont ensuite exprimées tout au long de l'exécution du projet, à différents niveaux : implication du Ministère des Affaires Etrangères dans le lancement du projet, inscriptions de professionnels de la sécurité dans le master, accueil de stagiaires au sein des institutions de la sécurité, implication de doctorants et étudiants du master dans des recherches réalisées par le CNESS, etc. Le lien entre le projet et les autorités a souvent été facilité par le directeur adjoint du CNESS, M. Azizou Garba, impliqué dès les discussions préliminaires sur le projet, et doctorant à l'UCLouvain sous la direction de Michel Liégeois le coordinateur de l'UCLouvain.

05. 1.4 / LA PERTINENCE DU CHOIX DES ACTEURS PARTENAIRES.

Le rôle du CNESS dans le projet est déterminant. Dans la réalisation directe des activités du projet au quotidien, le CNESS se charge de mettre à disposition des salles pour les activités, accueil de stagiaires du master et l'inscription de staffs du CNESS dans le master. Le rôle du CNESS dans le projet est toutefois principalement stratégique : en tant que centre de recherche et d'analyse attaché à la Présidence de la République, il intervient comme un élément de collaboration privilégié entre l'Université et les autorités politiques. Les liens entre le CNESS et le projet sont interpersonnels mais aussi institutionnels¹⁵.

Ainsi, il apparaît une très bonne complémentarité entre les différents acteurs du projet, et notamment entre l'UAM et le CNESS qui développent des collaborations entre universités et autorités publiques dans le domaine de la recherche et de l'analyse sur la sécurité et la paix. Cela leur permet d'améliorer respectivement et mutuellement leurs capacités en la matière et de contribuer à traiter les défis auxquels le Niger est confronté. Cette complémentarité repose sur leur collaboration, mais aussi sur leur singularité : proximité avec le pouvoir politique et les institutions publiques pour le CNESS, indépendance et expertise pluridisciplinaire, analyse de données et formation pour l'université.

Ainsi, le projet s'inscrit et contribue à une dynamique de réforme plus large du secteur de la sécurité au Niger, dont font partie le développement d'analyses contextuelles et l'adoption d'une approche globale et multidimensionnelle par les acteurs de la sécurité¹⁶.

05.2 / EFFICIENCE

L'efficacité du projet est globalement bonne, malgré quelques facteurs négatifs.

Comme évoqué, le projet a pris du retard dans la première année de mise en œuvre. Cependant, les activités ont par la suite été exécutées comme prévu, et selon une affectation mesurée et efficace des ressources.

Le projet a utilisé au mieux les ressources mises à disposition par l'Université et la Faculté. Les salles de cours, les bureaux administratifs et la bibliothèque de la faculté sont utilisés pour les enseignements et le

¹⁵ Une convention de collaboration a été signée entre le CNESS et l'UAM en 2018, le Conseil d'orientation du CNESS est composé notamment des 8 recteurs des Universités publiques du Niger, son Conseil Scientifique est composé d'experts internationaux dont le coordinateur Nord du projet.

¹⁶ La HACP met en œuvre des dispositifs sur le terrain qui nécessitent des liens directs avec la population et une compréhension des enjeux économiques et sociaux dans les zones de conflit, comme les espaces de dialogue et les comités de paix.

travail personnel des étudiants. Avec un budget limité, le projet a doté la faculté d'un fond récent de plusieurs dizaines d'ouvrages spécialisés accessibles aux étudiants du master, tout en étant intégré dans le fond documentaire de la faculté.

Le projet est géré par le personnel académique, administratif et financier de l'Université. Cependant, les activités du master sont organisées à un rythme soutenu sans connaître les retards importants que subissent les autres formations de bachelier ou de master de l'Université. Le master semble être une exception de bon fonctionnement, sans toutefois être « détaché » ou « à l'extérieur » de l'Université. Cela est notamment dû à l'engagement important des acteurs académiques et administratifs impliqués dans le projet, ainsi qu'à la présence de nombreux enseignants internationaux, dont les cours sont moins affectés par les grèves.

L'implication d'autres institutions nigériennes, comme le CNESS et le LASDEL, a permis également une bonne efficacité du projet : de nombreuses activités, dont certains enseignements, sont organisées en leur sein, permettant de contourner les problèmes de grève ou de coupures d'électricité par exemple.

L'implication du comptable du CRESA, qui gère le projet d'Appui Institutionnel (AI) et connaît ainsi très bien les procédures financières de ARES, dans la gestion financière et comptable du projet a également assuré une bonne efficacité du projet. L'ensemble des acteurs rencontrés lors de l'évaluation, au Niger et en Belgique, nous ont fait part de leur sentiment de bonne gestion du projet et du souci de bonne utilisation des ressources du coordinateur de l'UAM et du comptable du projet. L'évaluation externe n'a pas procédé à un audit financier précis du projet, mais les informations recueillies et l'analyse des rapports confirme cette appréciation.

Si on analyse l'efficacité au regard du contexte de l'UAM et du Niger, le résultat est très positif. Les coûts engagés dans le cadre du projet ont permis directement de mettre en œuvre un grand nombre d'activités d'enseignement et de recherche. La formation de trois promotions de master de 40 à 50 étudiants chacune, l'implication de professeurs internationaux, régionaux et nationaux reconnus, le financement de 4 bourses et l'encadrement de quatre doctorats, l'organisation de séjour de recherche sud-nord avec le délai et le financement impartis du projet est très satisfaisant. La modalité d'allocation des fonds qui a consisté à employer les fonds spécifiques du PFS pour les activités du projet et le paiement des frais de scolarité des étudiants¹⁷ à l'Université ont permis d'avoir une flexibilité importante dans la réalisation des activités, tout en ayant une formation intégrée à l'Université.

Le document de projet prévoyait une bonne efficacité grâce notamment au recours à des dispositifs de e-learning qui permettent de limiter les coûts liés au déplacement des enseignants internationaux notamment, et d'être plus flexible sur la planification des cours. Le e-learning n'a pas pu être utilisé largement pour les enseignements du master, notamment dû au manque d'infrastructures. Des problèmes sont intervenus

¹⁷ Les frais de scolarité s'élèvent pour les étudiants en formation initiale (« directs ») à 10.000 XOF en M1 et 500.000 XOF en M2. Ces frais correspondent aux frais de base des masters à l'UAM. Les frais s'élèvent à 450.000 XOF en M1 et 750.000 en M2 pour les professionnels. Pour comparaison les frais en M2 de droit notarial s'élèvent à 900.000 XOF.

Une difficulté a été évoquée par les gestionnaires : il n'est pas rare que des étudiants ne payent pas – ou tardent à payer – leurs frais de scolarité, et le suivi de la part de l'Université n'est pas toujours régulier. Ensuite, les mesures prises pour faire pression sur les étudiants sont prises au niveau de l'Université et peuvent entraver le parcours de formation de certains étudiants : non affichage des résultats, non délivrance des relevés de note ou des diplômes, etc.

dans la mise en place du campus numérique de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) dont les infrastructures devaient être utilisées par le projet.

Un autre point d'attention concerne l'organisation des cours. Les étudiants professionnels, surtout les militaires et fonctionnaires, sont soumis à des contraintes d'horaires importantes, et doivent pouvoir être mobilisés très rapidement en cas d'imprévu. La majorité des cours du master ont lieu en fin de journée, à partir de 17h, afin de leur permettre de suivre les cours. Pour les enseignants résidants à Niamey, ces horaires ne posent pas de problèmes. Les enseignants internationaux donnent cependant également cours le matin, afin de donner un maximum d'heures de cours en un minimum de temps. Ces cours sont très difficiles à suivre pour les étudiants professionnels ce qui a contribué à l'émergence d'un certain absentéisme¹⁸.

05.3 / EFFICACITÉ

Mesurer l'efficacité d'une formation est toujours un défi. Cela nécessite de s'intéresser à l'acquisition de connaissance, et au changement/ à l'amélioration des compétences et pratiques professionnelles correspondantes, qu'il est difficile d'apprécier en profondeur. Cependant certains constats peuvent être formulés, qui montrent une bonne efficacité du projet.

Tout d'abord, on l'a dit, le projet fait intervenir des professeurs et professionnels qui sont particulièrement reconnus dans leurs domaines, tant au niveau national qu'international. Cela a permis de crédibiliser le master dès sa création, et ainsi de faciliter les liens avec des institutions pertinentes (LASDEL, CNESS, etc.). La grande qualité des enseignements ne fait pas de doute. Elle est confirmée tant par l'appréciation des étudiants directs que des professionnels inscrits au Master¹⁹.

Les éléments suivants ont notamment été mis en avant :

L'importance de l'ancrage et des éléments théoriques des enseignements ont été relevés, notamment par les professionnels. Ils permettent « *d'élargir notre vision de la sécurité, font évoluer la manière dont nous menons notre travail au quotidien* ». Selon un autre étudiant « *Le master m'a fait changer ma vision du monde. J'ai travaillé sur des pays, des conflits que je ne connaissais même pas.* »

Dans le même ordre, **l'aspect pluridisciplinaire du master** semble contribuer à faire évoluer la pratique et la vision des étudiants professionnels. Un nombre important d'étudiants ont une formation initiale en droit²⁰. Les doctorants comme les étudiants du master rencontrés nous ont fait part de l'intérêt pour eux de développer leurs connaissances dans d'autres disciplines, comme l'analyse géopolitique, la théorie des relations internationales, l'analyse des politiques publiques ou la socio-anthropologie des conflits, afin d'améliorer leur compréhension des enjeux de paix et de sécurité. Cette ouverture et cette approche pluridisciplinaire, qui est un élément clé de la qualité du projet, est incontournable compte tenu de la thématique traitée et représente à la fois un défi pour les étudiants.

¹⁸ Selon les étudiants professionnels militaires rencontrés, il n'est pas possible pour eux de demander une disponibilité temporaire pour les matinées.

¹⁹ Les constats suivants se basent sur les entretiens réalisés pendant l'évaluation ainsi que sur le *Rapport d'évaluation d'enseignement/contenu des cours Master relations internationales, études de sécurité, gestion des conflits et politiques de paix, première année (2016/2017)*. Dans cette évaluation, seul un enseignement a été jugé négativement par une majorité d'étudiants.

²⁰ Il n'y a pas encore de bachelier en sciences politiques à l'UAM.

L'apprentissage de nouvelles méthodes de récolte de données et d'analyse est un vrai défi pour des étudiants et peut-être davantage pour des professionnels ayant quitté l'Université il y a de nombreuses années. Bien que dans le bachelier en droit à l'UAM, un cours de méthode de recherche en sciences sociales soit organisé, les études juridiques ne préparent que de manière partielle les étudiants à comprendre et mettre en œuvre les différentes méthodes utilisées dans les enseignements du master, et dans le doctorat. Des modules de méthode qualitative et quantitative sont organisés dans le master. Selon plusieurs enseignants et étudiants, les connaissances méthodologiques des étudiants retenus dans le master, qui sont très variables d'un étudiant à l'autre, sont un des points d'attention du projet. Ces enseignants préconisent un renforcement de ces enseignements dans le master.

La diversité des participants et intervenants du projet contribue également grandement à son efficacité. Cette diversité permet en effet des échanges fructueux et contribue à la pertinence des activités et à la qualité de l'apprentissage. Cette diversité se situe à différents niveaux. Les intervenants sont nigériens, originaires de l'Afrique de l'ouest et de Belgique. Cela offre aux étudiants une diversité des thématiques mais aussi des cas concrets d'étude ²¹. Les intervenants sont principalement des académiques, cependant des professionnels du domaine de la paix et la sécurité (experts, représentants d'ONGs) interviennent également, dans le cadre notamment des modules « séminaire d'actualité sur les grands problèmes de paix et de sécurité » (semestre 2) et « questions spéciales de sécurités et paix » (semestre 3) du master ».

Au niveau des étudiants, **les échanges entre étudiants directs et professionnels** sont fructueux et favorisés par plusieurs décisions ou dispositifs mis en place dans le master. Il s'agit en particulier des travaux collectifs, qui servent souvent d'évaluation des enseignements, chaque groupe étant composé d'étudiants directs et de professionnels. Par ailleurs, les étudiants de la première promotion ont créé un club des étudiants en paix et sécurité, qui regroupe les étudiants directs et professionnels des trois promotions. Le but de ce club est d'organiser des activités « para-académiques » comme des concours de plaidoirie par exemple et des activités sociales afin de resserrer les liens entre étudiants (et anciens étudiants). Enfin, si la majorité des étudiants sont des professionnels, le délégué du master est toujours un étudiant direct. Un autre type d'échange entre étudiants contribue à l'apprentissage : celui entre les professionnels de différents corps. L'importance des échanges entre professionnels civils et les militaires a notamment été soulignée²². Dans un domaine où l'échange d'informations entre les différentes institutions est primordiale, mais où l'esprit de corps et la confidentialité font partie intégrante des cultures organisationnelles, le master constitue un lieu d'échange, par définition neutre et extérieur, au sein duquel des cadres civils et militaires échangent librement dans un cadre d'apprentissage formalisé et apprennent ainsi à comprendre les points de vues et les contraintes des autres acteurs de la sécurité avec lesquels ils sont amenés à discuter et collaborer. Cette plus-value nous a été confirmée par les étudiants professionnels et les enseignants rencontrés. Un témoignage concret porte par exemple sur la thématique de la communication : « *Nous autres militaires et policiers on n'est pas fort en communication. Ce n'est vraiment pas notre priorité. On a tendance à garder nos informations pour nous et à ne pas prendre en compte l'opinion. Les autres professionnels du master, et je pense notamment à un journaliste mais également aux professeurs, nous ont vraiment challengé sur cette question. Ils nous ont montré à de nombreuses reprises qu'il fallait mieux communiquer, pourquoi et comment le faire. Je ne m'attendais pas du tout à cet aspect en venant m'inscrire à ce master.* »²³

²¹ Des étudiants ont fait part notamment de l'intérêt pour des cas d'études en géopolitique et relations internationales qui ne relevaient pas de l'Afrique de l'ouest, et qui permettait une compréhension plus large de ces disciplines.

²² Pour la 2^{ème} promotion, il y avait 27% de membre des forces de défenses et de sécurité (FAN + Police + Gendarmerie) et 41% de civils. Pour la deuxième promotion, respectivement 22% et 42%.

²³ Etudiant professionnel de la deuxième promotion.

Les débouchés professionnels et académiques procurent des informations sur l'efficacité des formations. Nous ne disposons pas d'information sur les parcours des étudiants de la 1^{ère} promotion, qui ont terminé que récemment leurs mémoire/stage, et qui ne sont pas encore officiellement diplômés. Comme déjà mentionné deux étudiants de la première promotion ont été recrutés en mars et avril 2019 par l'Institute for Security Studies (ISS) à Dakar. Concernant les étudiants professionnels, aucune garantie n'a été donnée par leur hiérarchie quant à l'impact potentiel de l'obtention du diplôme de master sur leur avancement de carrière. Parmi les étudiants professionnels rencontrés, trois nous ont indiqué que leur souhait de pouvoir évoluer professionnellement à la suite de l'obtention du master, soit dans le domaine de la recherche (2) soit vers des organisations régionales (1). Il est trop tôt pour évoquer les débouchés pour les doctorants. Le coordinateur a confirmé que l'Université s'est engagée à les recruter une fois leur doctorat obtenu. On peut souligner cependant que dans la perspective pour eux de pouvoir continuer leurs activités de recherche, le développement d'un centre ou laboratoire de recherche dans leur domaine serait pertinent, car il n'en existe pas au Niger. Etant donné les défis pour le bon fonctionnement de l'UAM, il n'est pas exclu que les doctorants recherchent des post-docs ou d'autres opportunités professionnelles ailleurs dans la région, mais cela dépasse la sphère de contrôle du projet.

Un **point d'attention** réside dans le **niveau initial assez variable des étudiants du master**. Un enseignant indique que « *le bagage théorique des étudiants, notamment des professionnels, est très fluctuant* ». Un autre souligne que le manque de pratique des outils informatiques par certains a également contribué à cette hétérogénéité. Cela a un impact sur la recherche documentaire, la facilité de rédaction sur les outils bureautique, ainsi que sur l'utilisation des outils d'analyse quantitative²⁴. L'âge et le type de formation initiale ont également été mentionnés. Ce point d'attention est en grande partie une conséquence de l'approche du master (prévoyant une forte participation de professionnels) et de la situation passée et actuelle de l'enseignement de base et universitaire du Niger. Ils pourraient être en partie pris en compte en augmentant les cours de mise à niveau méthodologique et en informatique.

05.4 / VIABILITÉ (PÉRENNITÉ, DURABILITÉ)

Apprécier la durabilité d'un projet avant même sa clôture n'est pas aisée. L'enjeu de pérennité du projet a été un souci constant des coordinateurs, et un certain nombre de dispositifs ont été mis en place afin de faciliter la durabilité des acquis du projet.

Premièrement, les deux premiers doctorants ont été sélectionnés dès le début du projet. Cela n'a pas été facile, car il a fallu communiquer au sein et en dehors de l'UAM alors même que le projet venait de démarrer et qu'il n'y avait pas encore de diplômés de master à l'UAM qui soit spécialisé dans le domaine. Ainsi le nombre de candidature, notamment internes, semble avoir été limité. Les deux premiers doctorants sélectionnés ont fait leurs études supérieures en dehors de l'UAM²⁵. Ce choix montre une certaine transparence et objectivité dans la sélection des doctorants (le choix ne s'est pas limité aux étudiants de l'UAM). La décision de commencer les doctorats au début du projet semble être positive pour la durabilité du projet : la fin de leur doctorat pourra intervenir peu de temps après la fin du PFS, ainsi que leur éventuel recrutement dans le personnel académique de la FSJP. Ils ont par ailleurs déjà commencé à être impliqués dans les enseignements de la faculté, en assurant les travaux dirigés de cours de bachelier.

²⁴ Le module d'analyse quantitative prévoit l'utilisation de logiciels d'analyse de données en sciences sociales comme SPSS.

²⁵ A L'Université Catholique de Bamako et l'Université de Reims.

Deuxièmement, l'implication d'enseignants de l'UAM pour donner les travaux dirigés d'enseignements de professeurs étrangers, contribue à développer les capacités du personnel de l'UAM. Dans le même ordre d'idée, l'implication du professeur Yahaya dans l'organisation du projet aux côtés du coordinateur de l'UAM entend préparer un futur passage de relais auprès d'un enseignant moins expérimenté au sein de l'UAM. Enfin, le souci de l'équipe de gestion de ne pas créer un « îlot » fonctionnant de manière autonome mais au contraire d'insérer le master au sein de l'UAM est également positif du point de vue de la durabilité.

Cela étant, le master ne semble pas prêt à fonctionner de façon entièrement autonome compte tenu de la manière dont il a fonctionné pendant le projet. Dans le contexte économique national et vu la situation et les perspectives du secteur universitaire nigérien (voir 2.2. Description du contexte), espérer pérenniser des formations de la qualité de celles du projet en un espace de temps de 5 ans seulement semble extrêmement ambitieux. En effet, le recours à des professeurs internationaux, qui compte parmi les points clés de la qualité et de la pertinence du master, nécessite un apport de fonds, certes limité étant donné la gestion économe du master, mais qui semble difficile à prendre en charge dès 2021 pour l'UAM. Des pistes sont cependant à l'étude, tant du côté de l'UAM que du côté du CNESS pour continuer à soutenir les efforts de formation et de recherche dans le domaine à l'issue du PFS26. Étant donné les bons résultats du présent PFS et les pratiques mises en place afin de s'assurer d'une bonne gestion et d'une certaine durabilité du projet, l'évaluation considère qu'avec une deuxième phase au présent PFS ou avec d'autres mécanismes de soutien académique et financier au master et aux doctorats, les résultats en termes de durabilité pourront être tout à fait satisfaisants.

05.5 / IMPACT

L'impact s'apprécie à long terme et au niveau social, donc en dehors de la sphère du projet. Les moyens et le moment de l'évaluation ne permettent pas une évaluation en profondeur du critère d'impact. Un certain nombre d'éléments permettent toutefois de donner des indications quant à l'impact potentiel du projet.

La participation et l'implication dans le PFS de nombreux professionnels, tant au niveau individuel qu'institutionnel, favorisent directement l'impact des formations et de la recherche. Avec les trois promotions de master, ce sont entre 80 et 90 professionnels du secteur de la sécurité au Niger qui auront bénéficié d'une formation académique pluridisciplinaire de deux ans.

Comme déjà évoqué, cette formation pluridisciplinaire permet d'élargir l'approche des professionnels de la sécurité ainsi que le panel des dispositifs à mettre en œuvre sur le terrain par les forces de sécurité, ce qui constitue une priorité politique et une nécessité pour améliorer l'efficacité des politiques de sécurité. Dans la « guerre asymétrique » de la zone saharo-sahélienne, l'adhésion et la coopération de la population, ainsi que le renseignement sont des éléments clés. L'élargissement de la conception et des outils des acteurs de la sécurité, qui dépasse alors une approche uniquement répressive, contribue à l'efficacité des dispositifs mis en place, ainsi qu'à prendre en compte les intérêts de la population dans la mise en œuvre des politiques de sécurité. Selon les autorités rencontrées, les compétences des acteurs de la sécurité doivent être améliorées dans ce domaine.

²⁶ Des réflexions sur l'augmentation des frais de scolarité des étudiants, permettant de continuer à financer les missions d'enseignement étrangères, ont été partagées par le coordinateur de l'UAM.

Au niveau politique, le projet pourra contribuer à une amélioration des analyses et à une prise de décision mieux informée. Le mandat du CNESS est de fournir au pouvoir politique des analyses pertinentes afin d'améliorer cette prise de décision. Il est un instrument de récolte et d'analyse au service de la présidence, et plus largement des institutions publiques. Il est difficile de « montrer » l'impact du travail du CNESS sur les décisions politiques. Un exemple est cependant intéressant. Le CNESS a publié en 2018 un rapport sur l'évaluation de la situation sécuritaire et socio-économique dans les zones touchées par l'extrémisme violent au Niger. Pour cela, les auteurs ont notamment interrogé des habitants, autorités locales et membres de la société civile. A la suite de l'analyse, cette étude recommande principalement « *de procéder à un allègement graduel des mesures de restriction les plus dommageables à la vie socio-économique des populations, et mettre l'accent, dès que la situation sécuritaire le permet, sur des programmes de relance économique dans les zones touchées par l'extrémisme violent au Niger* »²⁷. Cette recommandation rejoint (en partie) les revendications de la société civile locale²⁸. Nous n'avons pas d'informations quant à l'application directe de ces recommandations (l'état d'urgence à Diffa a été prolongé de 3 mois en mars 2019), mais cet exemple montre que l'action du CNESS permet de faire apparaître la réalité des pratiques, des représentations sociales et des besoins de la population dans la sphère des débats autour des enjeux sécuritaires. Cette amélioration peut ainsi directement contribuer à influencer des décisions politiques dans le sens d'une prise en compte du point de vue et de l'intérêt de populations marginalisées, comme la population de Diffa, et ainsi indirectement avoir une influence positive sur le développement du pays.

La présence et le rôle de l'UAM (et des universités partenaires) et de personnalités académiques est ici déterminante. Les universités sont des acteurs à priori neutres et indépendants, et disposent d'une expertise en récolte et analyse de données en sciences sociales. Or, au Niger et dans les pays de la région saharo-sahéliennes, selon le coordinateur de l'UAM « *l'Université intervient peu sur les questions de sécurité ; c'est traditionnellement un domaine plutôt réservé aux militaires, et aux écoles d'administrations, qui ne sont pas des institutions de recherche* »²⁹. Le PFS s'inscrit ainsi dans un mouvement qui consiste à positionner les acteurs universitaires dans le secteur de la sécurité au Niger, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité et l'indépendance des analyses produites. Le montage du projet et plus largement la création et le positionnement du CNESS, qui agit comme courroie de transmission entre le milieu académique et la sphère politique³⁰, s'inscrivent dans ce mouvement.

Une limite de l'impact concerne le résultat 3 et la dimension d'échanges de recherche au niveau régional, dont les résultats n'ont pas tous pu être atteints (voir 4. Description succincte des activités).

05.6 / APPROPRIATION

L'appropriation du projet est très bonne. Cette question a déjà été évoquée dans la partie de description des activités, pertinence et impact. Nous mentionnons seulement ici les points positifs déjà développés.

²⁷ CNESS (2018), *Evaluation de la situation sécuritaire et socio économique dans les zones touchées par l'extrémisme violent au Niger*, Niamey.

²⁸ Voir notamment Niamey Soir du 10 septembre 2018, *DIFFA : La société civile demande la levée de la mesure de l'état d'urgence à Diffa*.

²⁹ Entretien avec le coordinateur de l'UAM.

³⁰ Le montage institutionnel du CNESS organise ce double encrage : il dépend directement de la présidence, mais intègre des acteurs académiques au sein de son Conseil Scientifique et de son Conseil d'Orientation.

La motivation et l'initiation du projet viennent directement d'acteurs académiques et politiques nigériens et portent sur une priorité nationale de premier ordre, tant au niveau du secteur d'intervention que de l'approche retenue par le projet. L'organisation des activités, notamment celles liées au master et aux doctorats s'est faite de manière intégrée aux activités de l'UAM. Le bon avancement du master comme des doctorats montre une bonne appropriation du projet par la FSJP. Le nombre important de candidatures au master montre une appropriation au niveau des étudiants mais aussi des acteurs professionnels du secteur.

Un point d'attention nous a été rapporté par le coordinateur de l'UAM : les séjours de recherches sud-nord n'ont pas suscité beaucoup de candidatures parmi les enseignants de l'UAM. Cette activité serait peut-être à supprimer ou à revoir pour la suite.

05.7 / L'APPRÉCIATION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET GESTION DU PROJET

Le projet a été géré essentiellement un niveau de l'UAM, en utilisant les ressources en termes de gestion administrative et financière de la FSJP. Le coordinateur de l'UAM, avec l'appui du professeur Yahaya s'assure du bon fonctionnement du projet et prend les orientations principales, en concertation avec les autres partenaires du projet. Le personnel administratif de la faculté, essentiellement le Secrétaire Principal de la faculté prend en charge l'organisation quotidienne des activités académiques. Le comptable du CRESA, habitué aux procédures ARES, se charge de l'aspect financier. Selon l'ensemble des acteurs rencontrés, ce mode de fonctionnement, passé la période de démarrage qui a connu des retards, est efficace.

A partir de mi 2016, Milena Berks, une doctorante de l'UCLouvain effectuant des recherches au Niger, a été impliquée dans l'organisation du projet. Elle a été présente à Niamey de manière permanente de l'été 2016 jusqu'à l'automne 2017. Elle a notamment contribué à la planification des activités académiques, a facilité la communication entre les partenaires nord et sud pendant la phase de mise en place des activités, a suivi les séjours des enseignants étrangers et a piloté l'évaluation des enseignements par les étudiants pour la première promotion. Elle a également assuré un module d'enseignement méthodologique et participé à des échanges méthodologiques avec les doctorants à Niamey. Elle a donc suivi et appuyé le démarrage effectif des activités, raison pour laquelle elle a partiellement été rémunérée par le PFS.

La coordination entre les partenaires nord et sud s'est bien déroulée, et la communication entre les deux coordinateurs, auquel on peut ajouter le directeur adjoint du CNESS, semble avoir été fluide et repose sur une confiance mutuelle. L'implication et l'engagement du coordinateur de l'UCLouvain a été très importante et a grandement contribué à la qualité des activités du projet : conception du projet, suivi de la mise en œuvre, enseignements dans chaque promotion du master, encadrement des doctorants, implication dans les activités du CNESS³¹. D'après les acteurs rencontrés, cette implication a toujours été respectueuse du pilotage du projet par l'UAM.

Des réunions ont été organisées à distance –avec des difficultés logistiques certaines- et lors des fréquents déplacements du coordinateur de l'UCLouvain à Niamey. Il semble que notamment lors de la première année de mise en œuvre, la communication à distance ait été difficile, et que par la suite les réunions présentiels ont été privilégiées. C'est à ces occasions que les réunions du Groupe de Pilotage Stratégique (GPS) prévus dans le projet se sont tenues et ont permis de suivre le bon déroulement du projet. Les réunions se sont donc

³¹ Le coordinateur de l'UCLouvain est membre du conseil scientifique du CNESS.

tenues en fonction des opportunités de rencontre plutôt qu'à échéance fixe (prévues trimestriellement dans le formulaire de projet).

Le rapportage n'a pas été un point fort du projet. Il semble que les réunions du GPS ont peu fait l'objet de PV. Les rapports annuels de projet sont assez succincts et un certain nombre d'éléments sont les mêmes d'une année à l'autre. S'ils permettent de se rendre compte de l'avancement général du projet, ils ne permettent pas de rendre compte de toutes les richesses et points forts du projet. Ils fournissent des informations très générales par exemple sur l'état d'avancement et défis liés aux doctorats. Les deux coordinateurs du projet sont des professeurs avec de multiples activités académiques et leur temps est évidemment précieux et limité. Les limites du rapportage ne sont pas le signe d'un manque d'engagement dans le projet. Peut-être que l'assouplissement des dispositifs de rapportage prévu dans le document de projet ainsi que la prise en charge du rapportage par d'autres acteurs académiques, (impliqués mais moins sollicités que les coordinateurs) pourrait améliorer le rapportage. Par ailleurs, le dispositif d'évaluation des enseignements par les étudiants lors de la première promotion du master constituait un outil intéressant et utile dans le cadre de cette évaluation. Même si cela demande un travail supplémentaire pour l'équipe académique, il aurait été intéressant pour le projet de le maintenir pour les promotions suivantes et de mettre en place un outil d'évaluation auprès des enseignants également.

La matrice de suivi évaluation et les indicateurs sont globalement pertinents et ont été suivis par les coordinateurs tout au long du projet. Pour un projet de mise en place d'un master et de doctorats comme ce PFS, les indicateurs permettant de vérifier la bonne marche du projet sont simples et aisément récoltés (nombre de candidatures, d'étudiants inscrits, de diplômés, réalisation des enseignements, etc...). Ils ne nécessitent pas un travail spécifique de récolte ou d'analyse important sur la matrice de suivi des indicateurs.

05.8 / APPRÉCIATION DE LA PRISE EN COMPTE DES THÈMES TRANSVERSAUX (GENRE, ENVIRONNEMENT, DROITS HUMAINS)

La prise en compte de la dimension du genre dans ce PFS est un défi : le domaine de la sécurité est un secteur traditionnellement réservé aux hommes, et le Niger est un des pays au monde où le degré d'inégalité de genre est le plus élevé³². Le nombre de femmes inscrites dans le master est très loin d'atteindre la parité (4 pour la deuxième promotion, 7 pour la troisième, sur une quarantaine d'étudiants), mais ce nombre est aussi facteur du pourcentage de femmes dans les corps d'origine des étudiants³³. Les partenaires du projet sont conscients de l'importance de la dimension du genre et agissent au mieux pour la prendre en compte. Sauf erreur de la part de l'évaluateur, il semble que la seule enseignante femme du master ait été Milena Berks, pour la première promotion, ce qui pourrait être amélioré. Les deux doctorants rencontrés prennent en compte la dimension du genre dans leurs recherches. La quatrième bourse de doctorat accordée dans le cadre du projet a été allouée à une femme.

Les droits humains sont indirectement bien pris en compte dans le projet. Le fait de contribuer à élargir la conception et les actions des acteurs du secteur de la sécurité contribue en effet indirectement à un meilleur respect des droits humains au Niger. L'accent mis sur certaines thématiques dans le cadre du master, comme la police de proximité ou la lutte contre le phénomène des enfants soldats, peut contribuer à améliorer la

³² Selon le Gender Development Index (GDI) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) de 2017, le Niger avec un indice de 0.812 était placé dans le dernier décile des 189 pays répertoriés.

³³ A titre d'exemple, parmi 400 magistrats au Niger, il y a moins de 20 femmes.

conformité de l'action des forces de sécurité aux droits humains. Le développement des capacités d'analyse des politiques de sécurité au sein d'institutions indépendantes que sont les universités, peut contribuer à terme à améliorer la lutte contre la violation des droits humains.

L'environnement n'est pas une thématique traitée directement par le projet. Le développement du e-learning aurait pu permettre de réduire l'impact environnemental des transports inhérents aux enseignements internationaux. Malheureusement, le e-learning n'a pas pu être développé comme prévu dans le cadre du projet.

06. BILAN : SUCCÈS/ÉCHEC

Selon l'évaluation, le projet est un succès indéniable. La thématique du PFS présente un lien direct et fort avec les priorités politiques, sociales et académiques du pays de mise en œuvre à un point rare pour un projet de coopération académique.

Dans sa conception, il présente des modalités de collaboration avec une université mais aussi d'autres partenaires politiques (CNESS) et académiques (LASDEL) tout à fait originaux et pertinents. Dans sa réalisation, le projet a pu mettre en œuvre, après un démarrage difficile, la grande majorité des activités prévues afin d'atteindre les principaux résultats.

Les différentes parties prenantes –enseignants, étudiants, institutions- sont très positifs sur le projet et entendent continuer le mouvement dans lequel le projet s'inscrit, avec ou sans soutien d'un futur PFS.

Les acquis du projet sont cependant fragiles et nécessitent d'être soutenus et consolidés afin de favoriser un impact positif à long terme sur la qualité de l'enseignement et de la recherche au niveau national. En effet, la situation socio-économique du Niger est difficile, les perspectives de réforme ou d'amélioration des institutions universitaires sont limitées et connaissent d'importantes contraintes. Inscrire l'action de développement dans la durée est d'ailleurs un des principes d'engagement clés de l'OCDE pour une amélioration de la gouvernance dans les Etats fragiles³⁴.

On peut également mentionner des points d'attention, comme l'absence du e-learning, les difficultés pour les étudiants professionnels de se rendre au cours en journée et de réaliser un stage, le manque de structures d'encadrement de la recherche pour les doctorants et le rapportage du projet.

³⁴OCDE (2011), *L'engagement international dans les États fragiles : Peut-on mieux faire ?*, Paris, Éditions OCDE.

07. CONCLUSIONS

01. L'évaluation considère la **pertinence** du projet comme **très bonne**. L'identification du projet a fait intervenir les différents acteurs clés (académiques et politiques) du secteur d'intervention. La thématique comme l'approche du projet répondent aux priorités politiques du Niger.
02. L'évaluation considère l'**efficience** du projet comme **plutôt satisfaisante**. La majorité des activités ont été mises en place avec un ratio coûts/activités satisfaisant, dans un contexte comportant beaucoup de contraintes. Le démarrage a toutefois connu un retard important. Certaines activités, liées au résultat 3 en particulier, n'ont pas pu être mises en place. Des modalités d'organisation de certaines activités peuvent être améliorées.
03. L'évaluation considère l'**efficacité** du projet comme **bonne**. La grande qualité des activités est attestée par l'ensemble des participants et les principaux résultats seront certainement atteints avec la fin du projet, hormis le résultat 3.
04. L'évaluation considère l'**impact potentiel** du projet comme **très positif**. La bonne articulation entre acteurs académiques et professionnels permettra certainement de poursuivre les acquis du projet et fera en sorte que les compétences et connaissances acquises soient mises en œuvre et contribuent de manière favorable au développement du pays, dans un sens inclusif et respectueux des particularités de l'ensemble de la population.
05. L'évaluation considère l'**appropriation** du projet comme **très bonne**. Le projet est pris en charge et mis en œuvre principalement par les partenaires nigériens du projet, en poursuivant les objectifs qui leur semblent les plus importants, tout en veillant à inscrire le projet dans l'environnement politique et académique national et en essayant de s'assurer qu'il bénéficie au plus grand nombre.
06. La **gouvernance et gestion** du projet est considérée comme **bonne**. La communication entre les différentes parties prenantes est fluide et repose sur la confiance mutuelle. La gestion quotidienne des activités est transparente. Les deux coordinateurs, ainsi que le directeur adjoint du CNESS, ont une vision largement commune du projet et de ses objectifs, ce qui permet une exécution conforme aux objectifs du projet. Les outils de rapportage pourraient être améliorés et l'implication d'autres acteurs que les coordinateurs pourraient être institutionnalisés.

08. RECOMMANDATIONS

08.1 / RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

| N. | ADRESSÉ À | JUSTIFICATION/PROBLÈME IDENTIFIÉ | CONTENU |
|----|------------------------------|--|--|
| 1 | Coordinateurs | <p>Efficacité : Il a été constaté que le niveau des étudiants pour certains pré requis (anglais, informatique, méthodologie de recherche) était très variable. Des manquements ont notamment été constatés chez les étudiants professionnels.</p> | <p>Développer les cours de « mise à niveau » en informatique, anglais et méthodologie dans le cadre du master, en organisant par exemple des sessions intensive avant le début des enseignements de 1^{ère} année, ou pendant les périodes sans cours. Comme ces cours s'adressent avant tout aux étudiants professionnels, il est nécessaire de les organiser le soir et le week end.</p> |
| 2 | Coordinateurs et enseignants | <p>Efficiencce : Certains points d'attention dans l'organisation du master ont été soulignés par les étudiants professionnels, du fait de leurs engagements pro : il est difficile (impossible selon les militaires et policiers soumis à une hiérarchie forte et des urgences soudaines) d'assister aux cours le matin, et de se mettre en disponibilité pour effectuer un stage.</p> | <p>-Organiser un maximum de cours le soir, même pour les enseignants visiteurs. -Favoriser le choix de mémoire (et pas de stage) pour les étudiants professionnels. Ils sont déjà « professionnels » et l'intérêt du stage est limité et son l'organisation pratique compliqué. -Réduire les examens sur table pour les étudiants professionnels.</p> |
| 3 | FSJP | <p>Efficiencce : Organiser un master avec de nombreux professeurs visiteurs internationaux est un défi en termes de calendrier. Selon certains étudiants, certaines informations de planning ne sont pas suffisamment transmises à temps.</p> | <p>Transmettre le planning des activités du master plusieurs semaines à l'avance.</p> |
| 4 | UAM / Rectorat | <p>Efficiencce : Le paiement des frais de scolarité se fait au niveau du rectorat et non de la faculté. La gestion des retards ou de non-paiement se fait également au niveau du rectorat, mais peut avoir un impact sur le master (mesures prises à l'encontre des étudiants négligents).</p> | <p>Coordonner le dispositif de recouvrement des frais de scolarité (et éventuelles sanctions) en concertation avec la FSJP.</p> |
| 5 | Coordinateurs | <p>Le résultat 3 n'a globalement pas été atteint. Cependant, des efforts ont été fournis par les acteurs du projet, et la dimension régionale du projet, si elle</p> | <p>Il est proposé de revoir la formulation du résultat 3 et de ces activités, et de revoir à la baisse les résultats attendus pour ce résultat, en fonction des possibilités de</p> |

| N. | ADRESSÉ À | JUSTIFICATION/PROBLÈME IDENTIFIÉ | CONTENU |
|----|---|--|---|
| | | <p>n'est pas le point fort du projet, se développe petit à petit, dans un sens sensiblement différent de celui prévu dans le projet initial.</p> | <p>collaborations actuelles au niveau régional, et de l'importance réelle mais limité de ce résultat quant au succès du projet.</p> |
| 6 | <p>Coordinateurs, enseignants impliqués, ARES</p> | <p>Gouvernance : Selon l'évaluation, les modalités de rapportage sont d'un intérêt limité pour le suivi et la gestion du projet. Les rapports annuels ne permettent pas de comprendre les avancées et intérêts du projet, et il n'y a pas eu de CR des réunions de pilotage.</p> | <p>-Améliorer le remplissage des rapports annuels, afin de mieux informer sur la vie, les succès et les difficultés du projet.</p> |
| 7 | <p>ARES</p> | <p>Gouvernance / Evaluation : Une évaluation est plus pertinente si elle peut se baser sur un état des lieux de départ objectif et établi selon une méthodologie reproductible pour l'évaluation finale.</p> | <p>Prévoir, par exemple sur un échantillon de projets, un processus d'évaluation avec une baseline (avant la mise en œuvre du projet), une évaluation finale utilisant la même méthodologie afin de renforcer la pertinence de l'évaluation, la rigueur de l'analyse et l'appropriation des recommandations. Eventuellement prévoir également une revue rapide en milieu de projet.</p> |
| 8 | <p>DGD / ARES</p> | <p>Gouvernance / Gestion du PFS : Pour l'ensemble des dépenses des PFS/PRD, il est prévu d'envoyer les originaux de toutes les pièces justificatives des dépenses du projet par DHL du pays bénéficiaire vers la Belgique. C'est une procédure assez lourde, payante, qui ne favorise pas tellement l'appropriation du projet.</p> | <p>Il semble envisageable de réfléchir à une modalité de gestion / contrôle budgétaire plus légère et tout de même satisfaisante du point de vue budgétaire, et ne mettant pas en question l'appropriation du projet par les équipes sud. En plus d'être une procédure qui prend du temps, l'envoi systématique des pièces au bailleur de fond ne favorise pas, au niveau symbolique, le sentiment d'appropriation.</p> |

08.2 / RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'ARTICULATION ENTRE LE PROJET ÉVALUÉ ET UNE ÉVENTUELLE NOUVELLE PROPOSITION

| N. | ADRESSÉ À | JUSTIFICATION/PROBLÈME IDENTIFIÉ | CONTENU |
|----|--------------------------------------|---|--|
| 9 | CNESS, LASDEL et autres partenaires | <p>Efficacité / Durabilité : Pour le moment, les doctorants ont été impliqués dans les activités et recherches du CNESS, ce qui est très positif pour le développement des liens entre UAM et CNESS, mais plutôt sur une base individuelle et circonstancielle.</p> | <p>Il serait intéressant d'essayer de développer l'implication des doctorants du PFS dans les activités de missions de terrain et autres activités de recherche du CNESS et d'autres institutions du secteur, et de formaliser cette implication. Le MoU entre UAM et CNESS constitue déjà une très bonne base pour développer ces liens.</p> |
| 10 | FSJP et CNESS | <p>Impact & Durabilité : Le CNESS et l'UAM ont signé un MoU qui prévoit de développer des activités en commun, notamment de recherche et de communication de résultats de recherche.</p> | <p>Il est très pertinent de continuer à développer les collaborations et la bonne mise en œuvre déjà initiée du MoU entre l'UAM et le CNESS, qui permet de développer la recherche dans le domaine d'intervention, mais également de rapprocher l'Université et les institutions publiques dans un domaine prioritaire et sensible.</p> |
| 11 | Coordinateur et enseignants Belgique | <p>Efficience / Efficacité : Les séjours de recherches pour les doctorants étrangers, peu habitués à la vie et aux universités occidentales peuvent s'avérer moins efficaces que prévu si l'accueil et l'accompagnement des visiteurs est limité.</p> | <p>Développer la Préparation et l'accompagnement durant les séjours de recherche des doctorants en Belgique. Cet accompagnement est plutôt celui d'un « pair » que d'un directeur, et pourrait impliquer des doctorants, étudiants et enseignants. Favoriser les contacts avec des doctorants de l'UCLouvain.</p> |
| 12 | UAM / Rectorat | <p>Impact Durabilité : L'idée de départ du projet afin de garantir la durabilité des acquis est que les doctorants financés par le PFS soient intégrés dans le personnel académique de l'université. Comme on l'a vu, la gestion et l'attractivité de l'UAM est mise à mal par des dysfonctionnements conjoncturels et structurels.</p> | <p>pour la durabilité que les futurs docteurs du PFS fassent bénéficier de leur formation et de leurs compétences les étudiants de la Faculté. Il est primordial de veiller à l'intégration des futurs docteurs financés par le PFS au sein de l'UAM, ou au moins leur collaboration régulière.</p> <p>Afin de garantir la durabilité de cette collaboration, l'initiation de programmes de recherche, leur implication dans les activités du CNESS, des activités d'un éventuel futur PFS/PRD sera certainement déterminante.</p> <p>A terme, la création d'un laboratoire / une cellule de recherche au sein de l'UAM sur les questions de sécurité offrirait des garanties importantes de</p> |

| N. | ADRESSÉ À | JUSTIFICATION/PROBLÈME IDENTIFIÉ | CONTENU |
|----|--|--|--|
| 13 | Coordinateurs, enseignants impliqués, ARES | <p>Gouvernance : Selon l'évaluation, les modalités de rapportage sont d'un intérêt limité pour le suivi et la gestion du projet. Les rapports annuels ne permettent pas de comprendre les avancées et intérêts du projet, et il n'y a pas eu de compte rendu des réunions de pilotage.</p> | <p>stabilité et de développement de la recherche et de la formation dans ce domaine.</p> <p>-Définir un rôle officiel pour d'autres personnels académiques que les coordinateurs pour la gestion quotidienne d'un futur PFS/PRD et le rapportage, par exemple un doctorant ou jeune chercheur.</p> |

09. RÉFÉRENCES ET BIBLIOGRAPHIE

ARES (2015), *Programme de recherche pour le développement, de formation sud et d'initiative innovante, version finale février 2015*, Bruxelles : Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur – ARES.

Bassou A. (2018), *Sahélisation de la violence extrémiste : Est-ce la naissance d'une troisième génération de terrorisme? OCP policy center*

<http://www.ocppc.ma/publications/sah%C3%A9lisation-de-la-violence-extr%C3%A9miste-est-ce-la-naissanced%E2%80%99unetroisi%C3%A8me-g%C3%A9n%C3%A9ration>

CNESS (?), *Le Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS) : un outil important dans la mise en œuvre de l'architecture de paix et de sécurité du Niger*, Niamey.

CNESS (2018), *Etude approfondie sur les facteurs de radicalisation en milieu rural, urbain, universitaire et carcéral dans cinq régions du Niger*, Niamey : Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité.

CNESS (2018), *Evaluation de la situation sécuritaire et socio économique dans les zones touchées par l'extrémisme violent au Niger*, Niamey.

COMMUNAUTE DES ETATS SAHELO-SAHARIENS (2014), *Document cadre de la stratégie de développement et de sécurité dans l'espace CEN-SAD, 2015-2050 (SDS CEN-SAD)*, s.l.

Liégeois M. & Tidjani Alou M. (2015), *Formulaire de proposition de projet, Projet de Formation sud (PFS) : appui au développement de capacités endogènes de prévention des conflits, gestion des crises et politiques de paix dans la zone saharo-sahélienne Niger*, Bruxelles : Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur – ARES.

Liégeois M. & Tidjani Alou M. (2019), *Programme de recherche sur les conflits, la sécurité, la paix et le développement au Niger et au Sahel*, Bruxelles : Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur – ARES.

OCDE (2011), *L'engagement international dans les États fragiles : Peut-on mieux faire ?*, Paris, Éditions OCDE.

OECD Development Assistance Committee (DAC). (1991). *Principles for evaluation of development assistance*. Paris.

OECD Development Assistance Committee (DAC). (2000). *DAC Criteria ofr evaluating development assistance*. Paris.

OECD Development Assistance Committee (DAC). (2010). *Glossary of Key Terms in Evaluation and Results Based Management*. Paris.

OECD (2019), *States of Fragility 2018. Highlights*, Paris, OECD Edition.

SERVICE EUROPEEN POUR L'ACTION EXTERIEURE, *Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel*, Union Européenne, Bruxelles : EEAS, s.d.

UAM & CNESS (2018), *Convention-Cadre de Coopération entre L'Université Abdou MOUMOUNI (UAM) de Niamey et le Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité (CNESS)*, Niamey.

Documents internes au projet : rapports annuel 2015, rapport annuel 2016, rapport annuel 2017, Programme des enseignements du Master paix et sécurités, PVs de sélection des étudiants admis au Master, liste des étudiants, Rapport d'évaluation d'enseignement/contenu des cours Master relations internationales, études de sécurité, gestion des conflits et politiques de paix, première année (2016/2017), etc.

10. ANNEXES

10.1 / ANNEXE 1 : AGENDA DE L'ÉVALUATION

| JOUR | HEURE | ACTIVITÉ | PARTICIPANTS |
|---|-------------|---|---|
| Belgique | | | |
| 22 mars | 10h-11h30 | COFIL 1 | Michel Liégeois Selma Mitri Pierre Martinot |
| 25 mars | 16h-17h | Entretien avec le promoteur nord | Michel Liégeois |
| Mission à Niamey (28 avril – 04 mai) | | | |
| 29 avril | 15h | Arrivée à Niamey | |
| 29 avril | 16h-16h30 | Entretien préliminaire au CNESS | Azizou Garba |
| 29 avril | 18h-20h30 | Entretien promoteurs sud | Prof. Mahamane Tidjani Alou Dr Mahamane Yahaya |
| 30 avril | 10h-11h | Visite de la faculté FSJP | |
| 30 avril | 11h-13h30 | Discussion collective avec l'équipe de projet FSJP | Seydou Hassane, Secrétaire Principal de la FSJP Prof. Mahamane Tidjani Alou Dr Mahamane Yahaya |
| 01 mai | 10h-13h | Entretien avec les doctorants financés par le PFS | Abdoulaye Ibrahim Ide Abdoulrachid |
| 01 mai | 15h-16h30 | Entretien avec le délégué du Master 2 (2 ^{ème} promotion) | |
| 01 mai | 17h – 19h | Discussion collective avec des étudiants du Master 1 (3 ^{ème} promotion) | Moustapha Peïla Ousmane Bako; Salaou Tankare Mohamane Sami ; Nany Soly Aboubakar Sidikou ; Salah Algabio Mahaman ; Sadou Kadidia Galma ; Laouali Abdoul Aziz ; Rachidou Garba ; Adamou Mamane Abdoul-Aziz ; Maman Aouta Imrana ;Ide Seydou ;Issoufu Harouna Ismael ;Lhehania Sani B ;Soubega Emile A. |
| 02 mai | 10h30-11h30 | Entretien avec la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix | Lt Colonel Abdourhamane Ibrahim, Directeur Assoumane Abdourahmane, Conseiller Technique |

| JOUR | HEURE | ACTIVITÉ | PARTICIPANTS |
|-----------------|-----------|--|---|
| 02 mai | 12h-13h | Entretien avec un ancien étudiant professionnel (1 ^{ère} promotion) | Commissaire Abdoulaye MAMAN |
| 03 mai | 8h30 – 9h | Entretien avec SDS Sahel | |
| 03 mai | 12h | Départ de Niamey | Laoualy Ada, Secrétaire exécutif Conseil Principal du Premier Ministre |
| <i>Domicile</i> | | | |
| 06 mai | 20h-21h | Debriefing | Prof. Mahamane Tidjani Alou |
| 07 mai | 10h | Entretien avec un intervenant du master | Milena Berks |
| 07 mai | 17h | Entretien avec un intervenant du master | Prof. Tanguy de Wilde |
| 07 mai | 20h | Entretien avec un expert de la gouvernance et du développement au Niger | Franck Signoret, Coordinateur au COTA |

10.2 / ANNEXE 2 : NOMBRE D'ÉTUDIANTS DU MASTER PAR CORPS ET GENRE

| PROMOTION | 1 ^{ÈRE} PROMOTION (M1 EN 2016-2017) | 2 ^{ÈME} PROMOTION (M1 EN 2017-2018) | 3 ^{ÈME} PROMOTION (M1 EN 2018-2018) |
|---------------------------|---|---|---|
| Nombre total | n/a | 42 | 41 |
| Professionnels | n/a | 26 (62%) | 26 (63%) |
| Dont Police /Gendarmerie | n/a | 4 (9.5%) | 5 (12%) |
| Dont FAN | n/a | 8 (17%) | 4 (10%) |
| Dont magistrats / avocats | n/a | 9 (21%) | 6 (15%) |
| Autres professionnels | n/a | 5 (11%) | 11 (27%) |
| Directs | n/a | 16 (38%) | 15 (37%) |
| Genre | n/a | H : 38 F : 4 (9.5%) | H : 34 F : 7 (17%) |